



N° 458 SAMEDI 15 NOVEMBRE 2025

PLFSS : L'OBSESSION DE MACRON ET DU GOUVERNEMENT NOUS FAIRE LES POCHES ET LIQUIDER LA SÉCURITÉ SOCIALE

SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ?

La campagne pour les élections municipales est lancée et, d'emblée, la question de la sécurité s'impose dans les programmes, ou plutôt le « sentiment » d'insécurité, notion mal définie, aux évocations multiples.

On est dans le domaine de l'affectif, du ressenti, voire de l'irrationnel, nourris par une dramatisation et une instrumentalisation de la délinquance à des fins électorales, plus seulement par l'extrême droite. Les faits, réels certes, sont mis en scène par des médias qui érigent en faits de société des faits divers, qui privilégient la communication et négligent l'information.

On a fabriqué ainsi un sentiment fondé sur des expériences personnelles, la victimisation, la virtualité d'une menace, des discours politiques alarmistes, une peur collective sociale.

Cette peur collective sociale est sans doute le facteur déterminant dans la réalité de l'insécurité. Elle touche les personnes vulnérables, précaires, isolées en milieu urbain et rural, là où les besoins les plus élémentaires, physiques, alimentaires, sanitaires, écologiques ne sont plus accessibles.

C'est la peur d'aujourd'hui et de demain. Comment finir le mois, payer le loyer, comment accéder aux droits dans le dédale administratif déshumanisé ? Quelle retraite, quand, combien ? Les dispositifs de sécurité dans tous les domaines de la vie quotidienne, sécurité sociale, assurance chômage, remboursement des soins, congés maladie sont mis à mal. Macron nous prédit la guerre et s'y prépare.

On pense pouvoir répondre par la création et le renforcement d'une police municipale et des caméras de surveillance. La surenchère est ouverte « quoi qu'il en coûte ». Quand tous les délinquants seront sous les verrous, les feux de poubelles éteints, l'éclairage public rallumé, l'insécurité sociale gangrènera encore le quotidien. L'approche répressive déplace les problèmes plutôt que de les résoudre et, si rien ne change, demandera toujours plus de policiers.

Louis Laprade

UNITAIRE, COMBATIVE ET FRATERNELLE

Nous reviendrons sur les travaux de cette AG qui s'est tenue le 13 novembre et qui a rassemblé 57 syndiqués et invités. Au programme, les luttes à mener contre la politique sociale, économique et environnementale de Macron, notre place dans la CGT et la nécessité de développer notre activité syndicale.



PAGE 2 • Nos plus chers sentiments • Bourbonne en danger • 9 novembre, jour de l'indépendance •

PAGE 3 • le père Noël est une ordure • Mercosur : Macron retourne sa veste • Le sous-préfet et le droit de réserve • Le programme du festival des solidarités

PAGE 4 • Cisjordanie : les soldats israéliens abattent les enfants • PLFSS, l'austérité encore et encore • 29 novembre, manifestation nationale pour la Palestine

**SAMEDI 15 NOVEMBRE 2025
11H PLACE DE LA MAIRIE CHAUMONT**

**SOLIDARITÉ AVEC LE
PEUPLE PALESTINNIEN**

STOP GÉNOCIDE GAZA
INITIATIVE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
SOUTIEN DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉES DE CHAUMONT

REVUE DE PRESSE

NOS PLUS CHERS SENTIMENTS

L'affranchi a fait les comptes : l'actuelle équipe municipale s'occupe d'installer 6 policiers municipaux sur la ville, la liste Desfretier en propose 8 et le RN en veut 10 (avec des armes bien sûr !). Et tout cela à Chaumont, dont les statistiques de délinquance sont à la baisse.

Certes, répond la mairie, mais il s'agit surtout de répondre au sentiment d'insécurité.

On croyait jusqu'ici que les sentiments n'avaient pas de prix, celui-là s'apprête à avoir un sacré coût !

> Colombey-les deux Églises

9 NOVEMBRE, JOUR DE L'INDÉCENCE

Le 9 novembre, date anniversaire de la mort du Général de Gaulle, a très longtemps été à Colombey-les-deux Eglises un moment privilégié pour les Compagnons de la Libération. S'y rendaient bien sûr aussi des bus entiers de gaullistes politiques. Mais, en dehors de l'hommage au chef des Français Libres, personne ne se permettait la moindre déclaration. Quarante ans après sa mort encore, élus et ministres refusaient de commenter l'actualité ou même de donner un avis politique.

On n'en est plus là.

Beaucoup viennent désormais s'y exprimer en prétendant poursuivre sa pensée. Or, non seulement ils lui font dire tout et n'importe quoi, mais beaucoup d'entre eux sont mêmes les descendants politiques de ceux qui, à l'époque, voulaient sa mort.

Cette année encore, le Jhm qui, pour l'occasion, n'a interviewé que trois hommes politiques, a bien choisi trois grands démocrates : Laurent Jacobelli, le bordelleur RN de l'Assemblée nationale, Florian Philippot des Patriotes et leur allié Nicolas Dupont-Aignan.

Depuis quelques années Colombey est surtout devenue la caisse de résonance de l'extrême droite. Il serait temps d'arrêter ça avant qu'on en arrive à louer dans une même phrase De Gaulle et Pétain.

Lionel Thomassin

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à
- Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine,
- Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain,
- Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Gérard, Michel,
- Mireille, Lionel, Maurice, Marie-Christine, Christian, Anne-Marie, Richard
- et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude,
- Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Hervé, Marie-Thérèse, André
- et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, Luc, Bernard, Simone,
- Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Jean-Louis, Josette, Michel, Pierre,
- Liliane, François, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane,
- Hervé, Christian, Luc, Rachel, Christine et aux anonymes qui nous
- remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

BOURBONNE EN DANGER !

Dans le Jhm du 7 novembre 2025, Nicolas Lacroix, président LR du Conseil départemental de la Haute-Marne, s'inquiète, à juste titre, de la **baisse du remboursement des cures thermales** conventionnées par la sécurité sociale, dont la prise en charge **passera de 65% à 15%**, conséquence de la baisse de recettes du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS).

Nul besoin d'expliquer qu'elle engendrera une moindre fréquentation des thermes, pourtant déjà bien fragiles. Rappelons que les Thermes de Bourbonne, filiale du groupe Valvital, ont été liquidés en janvier 2025 et n'ont dû leur survie que grâce au soutien financier des collectivités locales, notamment du Conseil départemental à travers l'Agence d'attractivité.

Pourtant, à l'Assemblée nationale, **les 25 députés LR n'ont pas voté contre ce budget**. Donc des élus LR à Paris laissent passer un budget austéritaire et en Haute-Marne des élus LR pleurent sur les conséquences des actes de leurs députés !

Et les conséquences sont extrêmement graves pour tout un bassin de vie ! Les thermes de Bourbonne emploient 110 personnes et induisent presque 1200 emplois indirects chez les logeurs, restaurateurs et dans le commerce local (d'après le Jhm).

Pascal Pruvot



> prime de Noël

AVEC MACRON, LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE

La prime de Noël créée en 1998 avait un caractère social et visait à améliorer la situation de tous les allocataires en période d'hiver (frais de chauffage, d'électricité) y compris les familles **sans** enfants. La limiter aux allocataires du RSA et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) **avec** enfants est tout simplement honteux. Pour ces foyers cela représente la perte d'une aide de 152,45 euros pour une personne seule ou 228,68 euros pour un couple sans enfant.

Un coup dur pour les millions de personnes qui comptent sur cette aide pour passer les fêtes. Même les gens sans enfants ont une famille et des amis à qui ils aimeraient offrir un petit cadeau ou pouvoir dépenser plus pour le repas de Noël. Notre gouvernement de millionnaires est dépourvu de toute humanité.

> les agriculteurs apprécieront

MERCOSUR : MACRON RETOURNE SA VESTE

Le président de la République prépare une capitulation en rase campagne sur le projet de traité de libre-échange Union européenne-Mercosur. Après avoir dit, au salon de l'agriculture, en février dernier, qu'il considèrerait cet accord comme un « *mauvais texte* » et qu'il « *ferait tout pour qu'il ne suive pas son chemin, pour protéger cette souveraineté alimentaire française et européenne* ».

En voyage au Brésil, lors d'une réunion de la COP30, il s'est maintenant dit « *plutôt positif* » sur cet accord.

Tous les syndicats agricoles français sont vent debout, après cette déclaration. Agriculteurs, éleveurs, dénoncent ce qu'ils considèrent être une concurrence déloyale. Ils comptent monter au créneau avec de nouvelles mobilisations.

> Chaumont

LE SOUS-PRÉFET NE RESPECTE PAS LE DROIT DE RÉSERVE

Jeudi 6 novembre, une délégation syndicale des retraités CGT, UNSA, CFTC, Solidaires était reçue en préfecture de Chaumont par le secrétaire général, M. Thirard, en poste depuis fin 2023. Nous venions lui déposer les 8300 pétitions contre le gel des pensions de retraite et la suppression de l'abattement de 10 % et lui dire la colère des retraités.

Si nos entrevues en préfecture les années précédentes se sont toujours déroulées avec des fonctionnaires respectant le principe de neutralité, ce ne fut pas le cas ce 6 novembre.

Le secrétaire général de la Préfecture n'était visiblement pas enclin à nous écouter, mais plutôt à nous asséner ses opinions : la taxe Zucman pour les riches, c'est de la paresse intellectuelle, tout le monde doit faire un effort pour rembourser la dette, les entreprises ne délocalisent pas (!), les maisons France Services sont de vrais services publics (!), la dématérialisation n'est pas un problème pour la population, ni la fermeture des guichets à la gare ou ailleurs, et puis il faudrait avoir peur de la guerre qui vient ...

En violation du devoir de réserve de sa fonction, ce haut fonctionnaire, payé par l'argent public, n'a même pas tenté de donner le change en maintenant un verni démocratique. Nous avions devant nous un militant macroniste ou LR.

Cette attitude n'est pas sans nous rappeler les propos d'un de ses collègues, Préfet de police, qui déclarait « nous ne sommes pas dans le même camp ».

Marie Rose Patelli



LE PROGRAMME

CINÉ-DÉBAT

LE SANG ET LA BOUE

SAMEDI 15 NOVEMBRE 14H00

Sur l'exploitation du coltan, terre rare, à l'est du Congo, et ses ravages

Débat animé par les associations organisatrices

Au cinéma l'Affiche avec MJC, CCFD-Terre solidaire, Artisans du Monde

TARIF : 6,90 €, PRIX RÉDUITS PAR L'INTERMÉDIAIRE DES ASSOCIATIONS ORGANISATRICES

Distribution de citations sur la solidarité par Au Cœur des Mots

LA PASSERELLE FÊTE SES 30 ANS

VENDREDI 21 ET SAMEDI 22 NOVEMBRE :

Accueil, animations en continu :

Vendredi 11h30-17h30

Samedi 10h00 - 17h30

Salle Jean-Masson

9 rue Henri-Dunant

Vendredi 21 novembre, 14h : TABLE

RONDE AVEC LES STRUCTURES D'ACCUEIL HAUT-MARNAISES "PARCOURS PRÉCAIRES, PARCOURS EXTRAORDINAIRES"

Samedi 22 novembre, 14h :

**CONFÉRENCE DU SOCIOLOGUE THIBAUT BESOZZI
« BRISER LES PRÉJUGÉS SUR LES PERSONNES SANS DOMICILE ».**

LE LOTO DES RESTOS

DIMANCHE 23 NOVEMBRE

À PARTIR DE 12H30

Espace Robert Genest, Cavalier, 10 rue Robespierre

Début des jeux 14h - 9 parties - 2 € le carton... Gros lot 400 €

BUVETTE - SANDWICHES - CRÊPES.

Réservations : 03 22 11 04 87

<https://www.festivaldessolidarites.org>

EN CISJORDANIE, LES SOLDATS ISRAËLIENS ABATTENT LES ENFANTS

Quand les Jeeps militaires ont traversé leur village à toute vitesse, la dizaine d'enfants paniqués a fui dans toutes les directions. Mohammed, lui, a couru vers la maison de ses grands-parents, sur les hauteurs. A 10 mètres à peine de la porte, il s'est retourné, les bras croisés, pour observer le convoi surarmé, en contrebas. Le tir, qui a traversé son corps d'une hanche à l'autre, ne lui a laissé aucune chance. Selon plusieurs témoins, le soldat aurait ensuite levé son arme en l'air, comme un signe de célébration.

Depuis le début de l'année, 44 enfants palestiniens ont été tués en Cisjordanie par l'armée israélienne, selon le décompte du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). La grande majorité a été tuée par balle, certains par des snipers, et quelques-uns ont été les victimes collatérales de frappes de drone. Aucun des auteurs de ces actes n'a fait l'objet de poursuites judiciaires ou de sanctions. En 2024, le même recensement de l'Unicef atteignait le chiffre de 93.

La plupart du temps, l'armée ne se préoccupe même pas d'ouvrir une enquête. Ces tirs létaux, déjà rarement sanctionnés avant la guerre, n'entraînent désormais plus aucune conséquence. Ce n'est qu'en cas de couverture médiatique que les gradés lancent des investigations qui concluent, presque toujours, que « les règles d'engagement ont été suivies », selon Ayed Abu Eqtash, un des directeurs de l'ONG palestinienne Defense for Children International-Palestine..

La dernière condamnation d'un militaire israélien pour le meurtre d'un enfant palestinien remonte à 2014.

Ahmad Jazar, 14 ans, a été tué par un soldat israélien situé à plusieurs centaines de mètres de distance, au cours d'une opération militaire à Sebastia. Le mur du bâtiment devant lequel il se trouvait porte encore l'impact du projectile qui lui a été fatal.

Sur les raisons de la présence des militaires dans cette localité ce jour-là, l'armée n'a pas fourni d'explication. Les allées et venues des soldats l'inquiétaient, mais l'adolescent disait souvent à ses parents que sa situation restait plus enviable que celle des enfants de la bande de Gaza.

Dans l'enclave palestinienne, 28 mineurs ont été tués en moyenne chaque jour, durant les deux années de la guerre, selon les données de l'Unicef.

Depuis le 7 Octobre, les soldats israéliens ne tirent plus que pour tuer, même sur des enfants sans défense », analyse Ayed Abu Eqtash.

d'après l'article de Lucas Minisini Sebastia, Tulkarem, Al-Rihiya, Le Monde du 7 novembre 2025



PLFSS*, L'AUSTÉRITÉ, ENCORE ET ENCORE...

La partie recettes du PLFSS* vient d'être votée avec 176 députés pour et 161 contre. On peut le résumer ainsi, « ils ont vidé les caisses de la sécurité sociale de 12 milliards d'euros dont 5 en moins pour les hôpitaux... 176 députés ont osé voter pour ce budget d'austérité, honte à eux ! Pendant qu'ils discutaient sur les détails d'une pseudo suspension de la réforme des retraites qui n'aura pas lieu (voir notre journal n°455), ils laissent passer le budget le plus récessif de l'histoire de notre 5ème République.

Les organisations syndicales CGT, FO, CGC qui siègent à la Caisse nationale d'assurance maladie ont émis un avis défavorable au PLFSS, à l'exception de la CFDT qui s'est contentée "de prendre acte", mais s'est déclarée opposée à toute la partie recettes de l'assurance maladie.

Les conséquences, nous les connaissons déjà. L'hôpital est exsangue, malgré le dévouement des soignants qui tiennent à bout de bras ce service public indispensable. Ce sont 150 patients décédés en décembre 2022 dans les couloirs des urgences, faute de prise en charge par manque de lits et de personnels (40 000 lits supprimés depuis 2013). C'est l'hôpital Georges Pompidou à Paris qui fait une cagnotte leetchi pour acheter un scanner... C'est 19 millions d'euros en moins pour la recherche contre les cancers pédiatriques... Ce sont les Ehpad où l'on endort les personnes âgées à 17h00 avec des cachets parce qu'on n'a pas le temps de s'en occuper...

Les députés qui ont voté pour ce racket sur la sécu ont donc méprisé leurs électeurs, mais aussi ignoré l'avis des syndicats.

Pascal Pruvot

** Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale*

> Solidarité Palestine

29 NOVEMBRE : MANIFESTATION NATIONALE À PARIS

À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, instaurée par les Nations unies, une manifestation nationale aura lieu à Paris, le 29 novembre prochain.

Notre syndicat appelle à se joindre à cette manifestation :

INFOS PRATIQUES

DÉPART DE LA MANIF À RÉPUBLIQUE À 14 H

Le départ se fera par le train de **9h55** au départ de Chaumont, arrivée à **12h16** à Paris-Est et celui de **18h42** pour le retour, arrivée à Chaumont à **21h03**.

Les réservations sont possibles avec des allers-retours Paris Chaumont à **8€** par personne avec le Pass Week-end Groupe SNCF à **40€ pour 5 voyageurs**. S'inscrire auprès de notre syndicat au 06 79 61 00 78

